

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie avec la participation des SE de la zone
Avril 2024

Faits saillants :

- Pologne : procédure visant à destituer le Gouverneur de la Banque centrale
- Baisse des taux en Hongrie et Tchéquie
- Forte hausse des salaires en Estonie et Lettonie
- Lituanie : débats sur le financement de la Défense

LE CHIFFRE A RETENIR

19,6%

Le niveau de la dette publique
estonienne rapportée au PIB

Dossier du mois : le secteur pharmaceutique en Europe centrale et balte.

L'Europe centrale et balte représente 15% de la population de l'UE mais seulement 9% de son marché pharmaceutique. Ce résultat tient d'abord à des revenus plus modestes et à une tendance à consacrer une moindre part de ces revenus aux dépenses pharmaceutiques que dans le reste de l'UE. Ce phénomène est amplifié par des politiques de remboursement du médicament restrictives, qui favorisent la consommation de génériques moins onéreux, particulièrement en Pologne. La production pharmaceutique de ces pays est limitée, ne rassemblant qu'une faible part de l'emploi manufacturier de la région, à l'exception de la Hongrie. Les laboratoires locaux sont principalement des producteurs de génériques tandis que de nombreux laboratoires étrangers, dont français, se sont implantés dans la région afin de réaliser une production majoritairement destinée à l'export.

Europe centrale et balte

Baisses des taux : l'Europe centrale en pointe

Alors que les marchés internationaux s'interrogent sur le moment où la BCE et la Réserve fédérale américaine procéderont à un resserrement de leur politique monétaire, leurs homologues d'Europe centrale sont en avance de phase : le 20 mars, la Banque centrale tchèque a ainsi baissé son taux directeur de 50 points de base alors que l'inflation est revenue à 2% en février (voir infra). De son côté, la Banque centrale hongroise (NBH) a, le 26 mars, procédé à une nouvelle baisse de 75 points de base de son taux directeur, à 8,25%. Ce faisant, après une série longue et continue de baisses importantes de taux depuis un an, la NBH indique que le cycle d'assouplissement devrait voir son rythme se ralentir ces prochains mois.

Pologne

Procédure visant à destituer le Gouverneur de la Banque centrale

191 députés de la nouvelle coalition gouvernementale ont déposé ce 26 mars auprès du président de la Diète une motion visant à déférer Adam Glapiński, Gouverneur de la Banque centrale de Pologne (NBP) devant le Tribunal d'Etat. Cette motion s'appuie sur huit griefs assez divers, allant de l'incompétence à l'abus de pouvoir. Alors que le processus paraît long et incertain, cette initiative semble revêtir une dimension politique importante à 15 jours du premier tour des élections locales. Les milieux financiers internationaux n'ont que peu réagi à cette information.

Fin de la TVA réduite pour les biens alimentaires

Le 1^{er} avril, le taux de TVA de 5% sur les biens alimentaires de base a été rétabli. Depuis le mois de février 2022, ce taux avait été réduit à 0% sur fond de poussée de l'inflation. Ce retour à la normale bénéficie d'un calendrier favorable, alors que le taux d'inflation est tombé à 1,9% en mars en glissement annuel selon les données provisoires. L'impact (positif) sur les finances publiques de ce retour de la TVA à 5% est évalué à 0,65 Md EUR par trimestre (soit environ 2 Md EUR pour la période avril - décembre 2024). L'impact sur l'inflation est plus difficile à appréhender : si, mathématiquement, cette hausse devrait générer un point d'inflation supplémentaire, il n'est pas sûr que les distributeurs la répercutent intégralement sur leurs prix de détail, alors qu'on assiste actuellement à une intense guerre des prix entre les principales enseignes du pays.

Emission obligataire record en dollars américains (8 Mds USD)

Le 11 mars, le Trésor polonais a procédé à une émission d'obligations libellées en dollars américains à 5, 10 et 30 ans (pour respectivement : 1,5 ; 3 et 3,5 Mds USD) ; la valeur nominale totale s'élève ainsi à 8 Mds USD. Il s'agit de la plus importante émission obligataire en devise américaine jamais réalisée en Pologne. Après cette émission massive, le Trésor polonais a d'ores et déjà satisfait 50% de ses besoins de refinancement de la dette en 2024.

Contribution positive des réfugiés ukrainiens à l'économie

Confrontée à une baisse de sa population active (-3 millions d'actifs en 10 ans) et à un taux de chômage structurellement faible (3% en 2023), la Pologne connaissait depuis les années 2010 une progression de l'immigration de travail (725 000 travailleurs étrangers enregistrés en 2021) principalement d'origine ukrainienne. Suite à l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, la Pologne a accueilli près de 1 million de réfugiés ukrainiens

dont environ 350 000, principalement des femmes, participent aujourd’hui à l’activité économique, portant à environ 750 000 le nombre total de ressortissants ukrainiens travaillant en Pologne (70% des travailleurs immigrés). L’intégration économique de ces réfugiés est saluée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui estime que leur apport à l’économie polonaise est proche de 1% du PIB en 2023 et pourrait atteindre 1,35% à long-terme. Leur apport serait également bénéfique pour les finances publiques polonaises avec un surplus de recettes compris entre 1,05 et 1,45% en 2023, soit un bénéfice de 2 à 3 Mds EUR pour le budget de l’Etat.

Retrouvez l’intégralité de notre note sur les réfugiés ukrainiens et l’immigration de travail en Pologne sur notre [site internet](#).

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	15,3	6,2	4,5	3,7
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,0	5,9	5,4	4,9
Taux de chômage (% population active)	2,8	3,0	2,9	/
Taux directeur (% , NBP)	6,75	5,75	5,75	5,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Hongrie

Fin du plafonnement des taux d’intérêt sur les dépôts

Le gouvernement hongrois a décidé d’abolir le plafond d’intérêt sur les dépôts à partir du 1er avril 2024. Cette mesure s’appliquait jusqu’à présent aux dépôts des entreprises qui allaient au-delà de 20 M HUF. À la même date, le gel des taux d’intérêt sur les prêts aux PME est également supprimé, ce qui ne laisse de plafond de taux d’intérêt que pour les seuls prêts hypothécaires résidentiels (au moins jusqu’au 30 juin).

Tendance négative du climat des affaires

Selon l’enquête trimestrielle sur les entreprises menée par l’Institut de recherche économique et des entreprises (GVI), l’indice trimestriel du climat des affaires a diminué, passant de +21 points en octobre 2023 à +13 en janvier 2024. Au cours de l’année 2023, il y a eu une alternance de périodes de reprise et de détérioration, de sorte que la valeur actuelle de l’indice du climat des affaires n’est supérieure que de 3 points à celle d’octobre 2022.

Stratégie de compétitivité : six secteurs prioritaires

G.Fábián, secrétaire d’État à la Politique industrielle a présenté la nouvelle Stratégie de compétitivité du gouvernement, qui se focalise sur 6 secteurs d’activité : **l’industrie automobile**, la Hongrie devenant un centre régional pour l’électromobilité ; **l’alimentaire** avec comme priorité le développement technologique ; **l’industrie de la santé** avec l’objectif de faire passer de 15 à 30% la part de marché des produits locaux ; **l’industrie chimique**, avec en particulier l’introduction de solutions vertes ; les **TIC**, avec pour objectif identifié que les solutions de l’industrie 4.0 représentent 50 % des investissements et enfin **l’industrie créative** avec l’ambition de créer en Hongrie trois marques capables de s’imposer face à la concurrence internationale.

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	25,0	5,5	3,7	3,6
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	15,4	9,1	7,8	7,0
Taux de chômage (% population active)	3,8	4,2	4,3	/
Taux directeur (% , MNB)	18,0	10,75	10,00	9,25

Source : Eurostat, Banque centrale

République Tchèque

L'inflation poursuit sa baisse à 2 % en g.a. en février

L'inflation a baissé de 0,3 points par rapport au mois de janvier. Si les prix ont décriu dans l'alimentation (- 0,1 %), le gaz naturel (- 5,5 %) et les combustibles solides (- 3,7 %), l'inflation a été portée en février par les hausses des prix de l'électricité (13,1 %), de l'eau (3,5 %) et dans les secteurs de la restauration (+8,7 %), de l'hôtellerie (+9,7 %). De manière générale, les prix des biens et des services ont augmenté de 0,2 % et de 5,2 % respectivement.

Troisième baisse du taux directeur depuis décembre 2023

Le niveau de hausse des prix ayant retrouvé la cible fixée par la CNB de 2 % dès le mois de février, confirmant le ralentissement observé en janvier (2,3 %), le conseil de la CNB a décidé, le 20 mars, d'abaisser de 50 points de base son taux directeur, le passant à 5,75 %, après 6,25 % le 8 février et 6,75 % fin décembre. Lors de sa réunion, le conseil a pris en compte les effets qu'aurait le maintien d'une politique monétaire trop restrictive au regard des perspectives de croissance actuelles et du recul prononcé de l'inflation. Dans son communiqué, le conseil indique toutefois qu'il maintiendra une approche prudente concernant ses prochaines baisses de taux. Depuis la première baisse de taux en décembre, la couronne tchèque s'est dépréciée passant de 24,7 CZK à 25,3 CZK pour 1 €, soit son niveau le plus faible depuis le printemps 2022.

La confiance des entreprises et des consommateurs s'améliore

L'indice de confiance composite atteint 94,2 en mars, soit une hausse de 3,6 points sur un mois. Cette hausse est présente tant du côté des entreprises (+3,1 points) à 93 points, que du côté des consommateurs (+5,9 points) à 99,9 points. Si l'anticipation d'une dégradation de la situation économique tchèque dans les douze prochains mois a baissé significativement, le nombre de personnes anticipant une dégradation de leur situation économique personnelle dans les douze prochains mois augmente. Du côté des entreprises, la confiance dans l'industrie (88,9) augmente de 3,7 points. Le niveau de confiance dans la construction baisse de 4,8 points à 106,7 du fait d'une demande jugée insuffisante, conduisant à une anticipation d'une réduction du nombre de salariés de ce secteur dans les trois prochains mois. Enfin, dans le commerce (93) et les services (95,8) le niveau de confiance s'améliore du fait d'une perception meilleure de la situation actuelle et de la demande dans les trois prochains mois.

En 2023, la dette publique a baissé à 42,3 % du PIB

Le ministère tchèque des Finances a publié le 29 février 2024 son rapport sur la gestion de la dette publique du pays. En valeur absolue, la dette publique a augmenté de 7,5 % en 2023. Le ratio de dette sur PIB s'est amélioré, passant de 42,7 % en 2022 à 42,3 % en 2023 au regard des données préliminaires du PIB. En 2023, les recettes ont

augmenté de 18 %, alors que les dépenses ont crû de 11 %, permettant ainsi une baisse de 20% du déficit du budget de l'Etat.

Le taux de chômage ressort à 3 % en janvier

Le taux de chômage concerne 3 % des personnes actives, avec 2,5 % chez les hommes et 3,6 % chez les femmes, sans évolution notable depuis la fin du COVID. La part de la population active employée a augmenté de 0,5 % en glissement annuel et représente 77,7 % des 15-64 ans, avec 83,7 % chez les hommes et 71,4 % chez les femmes. Le taux de femmes actives a augmenté très rapidement au cours des trois dernières années, contrairement à la stagnation observée chez les hommes.

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	16,8	7,6	2,7	2,2
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	13,3	5,5	4,8	4,3
Taux de chômage (% population active)	2,3	2,7	3,0	/
Taux directeur (% , CNB)	7,0	6,75	6,75	6,25

Source : Eurostat, Banque centrale

Slovaquie

Situation macroéconomique 2023

En 2023, l'économie slovaque a progressé de 1,1 %, après 1,8 % en 2022 et 4,8 % en 2021. L'activité économique a maintenu sa croissance tout au long de l'année avec une légère accélération au quatrième trimestre (+1,3 %). La consommation finale a baissé de 2 % du fait principalement de la baisse de la consommation des ménages (-2,5 %) négative tout au long de l'année. La formation brute de capital fixe (investissements) a progressé de 9,6 %, soit la hausse la plus prononcée depuis 2015, aidée par la forte absorption des fonds européens (l'année 2023 étant la dernière année éligible pour l'utilisation des fonds communautaires de la période 2017-2020). Par ailleurs, le commerce extérieur a également contribué à la croissance, le recul des exportations de biens et de services (-1,3%) étant inférieur à celui des importations (-7,4 %), contribuant ainsi à l'augmentation des exportations nettes. La valeur ajoutée dans les secteurs productifs a été positive en 2023, en augmentation de 3,7 %. Côté offre, la valeur ajoutée a été tirée surtout par l'industrie, grâce en particulier à la croissance du secteur automobile (+22,3 %).

Retrouvez l'intégralité de notre note sur la conjoncture économique sur notre [site](#)

L'inflation continue sa baisse

L'indice des prix à la consommation harmonisé a atteint 3,8 % en glissement annuel en février 2024, en baisse de 0,6 point par rapport à l'indice de janvier. L'indice demeure particulièrement élevé dans les secteurs de l'éducation (12,5 %), des boissons alcooliques et du tabac (11 %) et de la santé (8,7 %).

Le nombre de faillites est en hausse

En 2023, le nombre de faillites, après quatre années de baisse, a augmenté, passant de 853 en 2022 à 987 en 2023 (+15,7 %, soit un taux supérieur à celui observé de 13 % en moyenne UE). L'enregistrement des nouvelles sociétés a progressé de 5,9 % contre +2,6 % en moyenne dans l'UE.

L'Agence de gestion de la dette est toujours très active

Après trois émissions en février et une en janvier, l'Agence de gestion de la dette, Ardal, a réalisé une nouvelle émission le 18 mars en empruntant au total 606 M €. Ardal a réalisé 4 émissions distinctes dont une de 206,2 M € avec un taux de 3,286 % à échéance 2027 ; une 2^{ème} de 194 M € avec un taux de 3,7952 % à échéance 2035 ; une autre de 162,2 M € avec un taux de 3,6253 % à échéance 2033 et enfin une dernière de 43,8 M € avec un taux de 3,5577 % à échéance 2032.

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	15,0	6,6	4,4	3,8
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	9,8	6,8	5,4	4,8
Taux de chômage (% population active)	6,1	5,6	5,5	/
Taux directeur (% , BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Estonie

Chiffres de la dette et du déficit public

Fin 2023, le déficit public estonien s'est établi à 1,3 Md EUR soit 3,4% du PIB, et la dette a atteint 7,4 Mds EUR soit 19,6% du PIB. Il s'agit des chiffres les plus hauts jamais atteints par l'Estonie (exception faite de 2020 avec 5,4% de déficit). Ce déficit est imputable très largement au gouvernement central.

Dynamisme des échanges de services

Si les échanges de biens sont en difficulté (-16%), les échanges de services font preuve d'un grand dynamisme : en 2023, les échanges de services ont progressé de 8,6% à l'export et de 8,3% à l'import, générant un excédent de 2,6 Mds EUR qui compense partiellement le déficit sur les biens. Les premiers fournisseurs de services de l'Estonie sont l'Allemagne, la Finlande et la Lituanie, tandis que la Finlande domine les achats, suivie de loin par la Suède, l'Allemagne et les Etats-Unis. Le dynamisme observé en 2023 n'est pas une exception : entre 2018 et 2023, les échanges de services ont connu une croissance très marquée (+75% à l'export et +91% à l'import). La valeur échangée des domaines « informatique et information » et « autres services d'affaires » (dont R&D, consulting) a été multipliée respectivement par 2,5 et 2 en 5 ans.

Hausse des salaires

Au quatrième trimestre 2023, le salaire moyen d'un Estonien est de 1 906€, soit +9,7% en glissement annuel. Le salaire médian se situe toutefois à 1 578€, marquant de fortes inégalités notamment régionales entre le comté de Harjumaa (incluant Tallinn), de Tartumaa (incluant Tartu, la deuxième ville du pays), seuls à dépasser la moyenne, et les 10 comtés (sur 16) où une personne sur deux gagne moins de 1 350€. Le secteur le plus rémunérateur est celui de l'information-communication, avec un salaire moyen mensuel de 3 271€.

Le taux d'utilisation des capacités de l'industrie au plus bas.

L'industrie manufacturière estonienne s'est contractée en 2023, comme la plupart des secteurs industriels, à cause de la faiblesse de la demande des partenaires à l'exportation. Par exemple, la construction de préfabriqués à destination des pays scandinaves a particulièrement souffert (-26%). Une amélioration était attendue pour début 2024 mais la demande s'avère plus faible qu'attendu : le niveau d'utilisation des

capacités de production industrielle au premier trimestre 2024 est de 62,9%, soit le plus faible de l'UE. A titre de comparaison, la Lettonie et la Lituanie sont à 70,4% et 70% et la France est à 81%.

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	17,5	4,3	5,0	4,4
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,5	5,0	5,0	5,0
Taux de chômage (% population active)	5,3	6,9	7,0	/
Taux directeur (% , BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lettonie

Les prévisions sur la récession de l'économie se confirment

En 2023, le PIB letton s'est contracté de 0,3% par rapport à 2022 et a atteint 40 Mds EUR à prix courants. Par secteur, la contraction la plus importante a été observée dans les transports et la production agricole et forestière, qui ont chuté respectivement de 7,8 % et de 8%. La production industrielle et les volumes du commerce ont baissé de 5%. Cependant, la croissance du secteur de la construction reste très forte (+18,6%), ainsi que celle des secteurs liés aux loisirs (+11,7%), à l'éducation (+7,8%) et à l'hôtellerie - restauration (+7,4%).

La hausse des salaires proche de 12%

En 2023, le salaire moyen brut a atteint 1 537 EUR par mois, soit une hausse de 11,9% par rapport à 2022 (+164 EUR). Le salaire moyen horaire est passé de 9,10 EUR en 2022 à 10,14 EUR en 2023, soit une augmentation de 11,5%. L'évolution des salaires a été affectée par l'augmentation du salaire minimum de 500 EUR à 620 EUR (+24%). Les salaires dans le secteur public (+13,1%) ont augmenté plus rapidement que dans le secteur privé (+ 11,5%). La plus forte hausse des salaires a été enregistrée dans les secteurs de la production agricole (+18,2%), de l'énergie (+17,5%), des transports (+15,5%), de l'administration publique (+15%) et de l'éducation (+14,8%).

Le ministère des Finances souhaite limiter l'utilisation des espèces

Pour renforcer la lutte contre l'économie souterraine, le ministère des Finances envisage de mettre en place une obligation pour les commerçants ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 000 EUR d'assurer aux clients une possibilité de paiement sans numéraire. Selon le Service des revenus (VID), cette mesure concernera plus de 40 000 commerçants, dont la majorité proposent déjà les paiements par carte bancaire.

	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	20,7	0,9	1,1	0,6
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	10,7	4,4	3,8	3,5
Taux de chômage (% population active)	6,7	7,0	6,9	/
Taux directeur (% , BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lituanie

Révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2024

Le ministère des Finances, ainsi que la Banque de Lituanie, ont revu légèrement à la baisse leurs prévisions économiques. Les deux institutions s'attendent désormais à une hausse du PIB de 1,6 % en 2024, contre 1,7 % (ministère des Finances) et 1,8 % (Banque de Lituanie) dans leurs projections de décembre 2023. Le taux d'inflation a été lui aussi revu à la baisse (ministère des Finances : 1,9 % ; Banque de Lituanie : 1,6 %, contre 2,5-2,8 % d'après leurs estimations précédentes). La baisse de l'inflation et l'augmentation du salaire réel devraient conduire à un rebond de la demande des consommateurs (ministère des Finances : 3,1 % ; Banque de Lituanie : 3,0 %). Ce rebond serait toutefois contrebalancé par une révision à la baisse de la croissance des exportations lituaniennes en 2024 (ministère des Finances : 3,5 % ; Banque de Lituanie : 0,2 %). Les économistes sont toutefois un peu plus optimistes que le gouvernement : la banque Luminor vise une hausse du PIB de 2 % et s'attend à une inflation négative de 0,2 %.

Débats sur le financement des dépenses de défense

Alors que la mesure sur « la taxe de solidarité » payée par les banques commerciales doit s'arrêter fin 2024, les débats sur les sources alternatives de financement de la défense battent leur plein. Mi-mars, la Première ministre I. Simonyte a présenté au Conseil consultatif tripartite quatre modes de financement pour atteindre l'objectif de 3 % du PIB : réduction des exonérations fiscales, hausse du taux de TVA, hausse de l'impôt sur les sociétés, ainsi que la modification de la répartition des dotations aux collectivités locales. Simultanément, le secteur privé a lancé une initiative visant à augmenter les dépenses de la défense à 4 % du PIB. La pétition sera soumise aux décideurs politiques lors de la session de printemps qui a débuté le 10 mars.

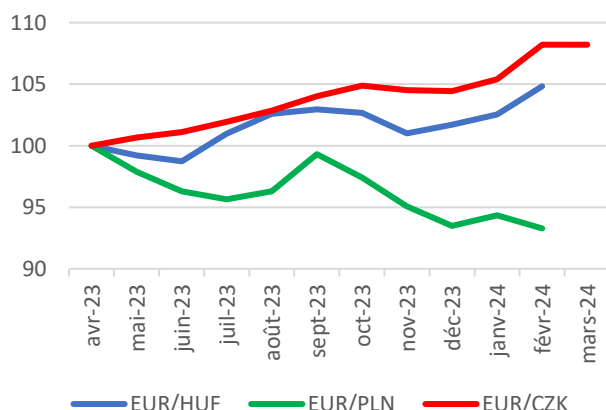
	Décembre 2022	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
Inflation (% , g.a.)	20,0	1,6	1,1	1,1
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,6	5,3	4,7	4,6
Taux de chômage (% population active)	6,1	7,0	7,7	/
Taux directeur (% , BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Indicateurs macroéconomiques

Evolution de l'EURO versus les devises de la zone

Avril 2023 = 100



	Clôture au 02/04/2024	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2022 (%)
EUR/PLN*	4,29	-0,62	-8,27
EUR/HUF*	395,63	0,55	-1,31
EUR/CZK*	25,36	-0,01	5,16
EUR/USD*	1,07	-0,71	0,78
WIG20	2435	0,08	35,87
BUX	65385	-1,05	49,30
PX	1515	2,44	26,08
Euro Stoxx 50	5044	3,01	32,96
Spread PL-10**	307	22	-121
Spread HU-10**	442	38	-211
Spread CZ-10**	161	29	-84

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2021	576 382,6	154 120,1	238 249,5	100 323,5	31 444,9	33 616,5	56 153,5
2022	656 905,5	170 246,8 (p)	276 605,9	109 651,9	36 181,4	39 062,5	66 791,1
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)							
2021	6,9	7,2	3,6	4,9	8,0	4,3	6,0
2022	5,1	4,6 (p)	2,5	1,7	-1,3	2,8	1,9
Populations (milliers)							
2021	38 162,00	9 709,89 (p)	10 697,31	5 440,66	1 330,07	1 883,01	2 808,38
2022	37 827,00 (r)	9 683,47 (p)	10 690,40	5 500,56	1 331,80	1 886,23	2 833,00
Solde public (% PIB)							
2021	-1,8	-7,1	-5,1	-5,4	-2,4	-7,1	-1,2
2022	-3,7	-6,2	-3,6	-2,0	-0,9	-4,4	-0,6
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2021	53,6	76,6	42,0	61,0	17,6	43,7	43,7
2022	49,1	73,3	44,1	57,8	18,4	40,8	38,4
Solde du compte courant (% PIB)							
2021	-1,4	-3,9	-2,8	-2,5	-1,8	-4,2	1,1
2022	-3,0	-8,2	-6,1	-8,3	-2,2	-6,4	-5,1

Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

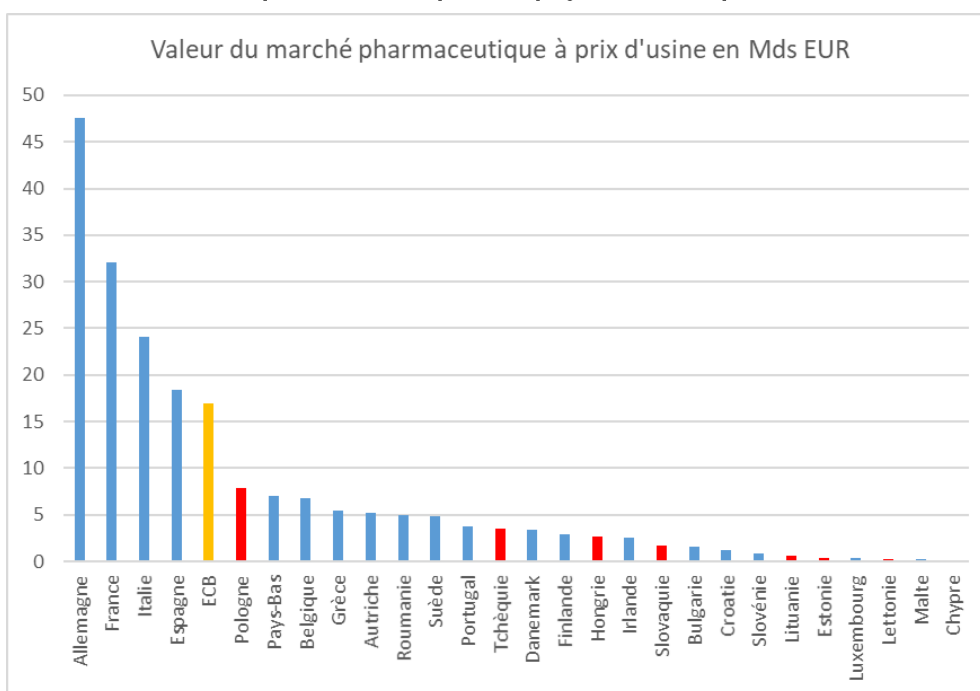
Dossier du mois :

Le secteur pharmaceutique en Europe centrale et balte

L'Europe centrale et balte représente 15% de la population de l'UE mais seulement 9% de son marché pharmaceutique. Ce résultat tient d'abord à des revenus plus modestes et à une tendance à consacrer une moindre part de ces revenus aux dépenses pharmaceutiques que dans le reste de l'UE. Ce phénomène est amplifié par des politiques de remboursement du médicament restrictives, qui favorisent la consommation de génériques moins onéreux, particulièrement en Pologne. La production pharmaceutique de ces pays est limitée, ne rassemblant qu'une faible part de l'emploi manufacturier de la région, à l'exception de la Hongrie. Les laboratoires locaux sont principalement des producteurs de génériques tandis que de nombreux laboratoires étrangers, dont français, se sont implantés dans la région afin de réaliser une production majoritairement destinée à l'export.

1. Des marchés modestes, en lien avec leur poids économique mais aussi avec de faibles montants consacrés à la santé.

Valeur du marché pharmaceutique des pays de l'UE à prix d'usine en 2021

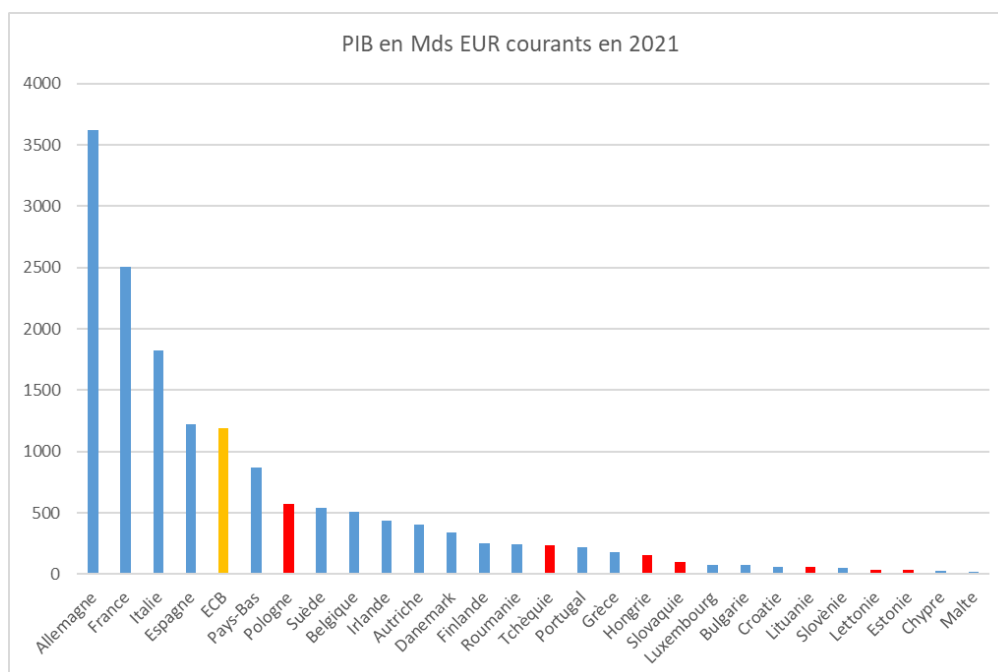


Source : EFPIA, SER de Varsovie

Estimés à prix d'usine par la fédération européenne des producteurs de médicaments (EFPIA), **les marchés pharmaceutiques d'Europe centrale et balte (ECB) apparaissent comme relativement modestes en rapport aux poids démographiques de ces Etats.** Cumulée, la démographie de la région ECB s'élève à plus de 69 M de personnes, soit 15% de la population de l'UE et environ l'équivalent de la population française, voir annexe 1. Cependant, la valeur cumulée des marchés pharmaceutiques d'ECB est estimée à moins de 17 Mds EUR, soit 9% du marché européen, plaçant virtuellement la région à la 5^{ème} place européenne, loin derrière la France. La Pologne, avec la démographie et le PIB les plus importants de la région, s'y affirme logiquement comme le 1^{er} marché pharmaceutique (estimé à près de 8 Mds EUR) et se classe à la 5^{ème} place des Etats membres (4% du marché UE). A l'inverse, les marchés des pays baltes

sont tous estimés à moins de 1 Md EUR en 2021 et représentent chacun moins de 1% du marché UE : dernière de la région, la Lettonie a un marché estimé à moins de 300 M EUR et se classe au 25^e rang européen (0,1% du marché UE).

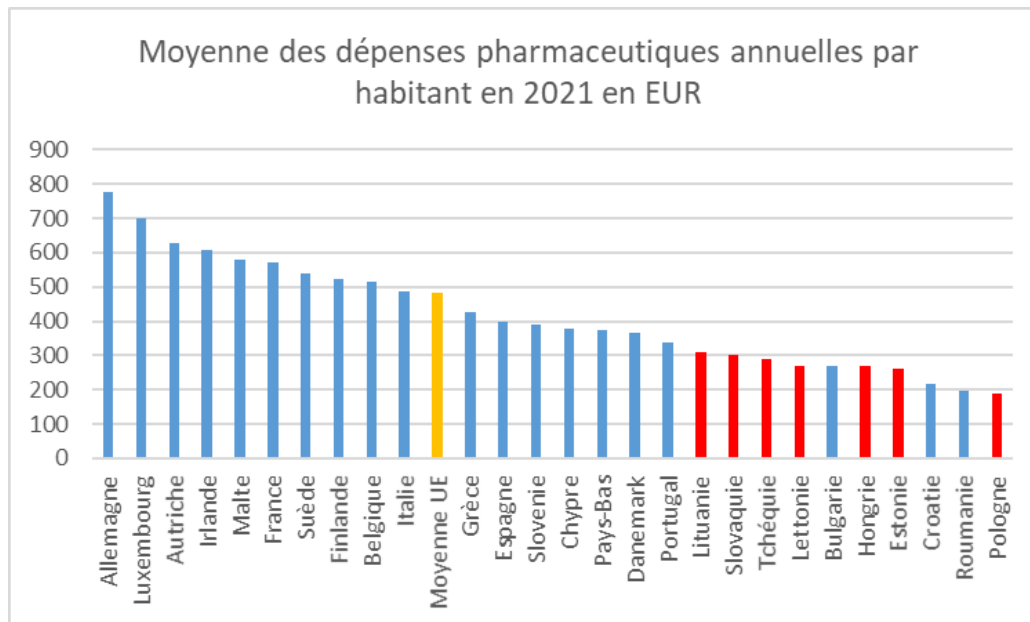
PIB des pays de l'UE en milliards d'euros courants en 2021



Source : Eurostat, SER de Varsovie

La taille des marchés pharmaceutiques des pays d'ECB reflète surtout leur poids économique. Le PIB cumulé des pays d'Europe centrale et balte représente ainsi 8% du PIB européen en 2021, plaçant virtuellement la région au 5^{ème} rang européen.

Moyenne des dépenses pharmaceutiques annuelles par habitant par pays de l'UE

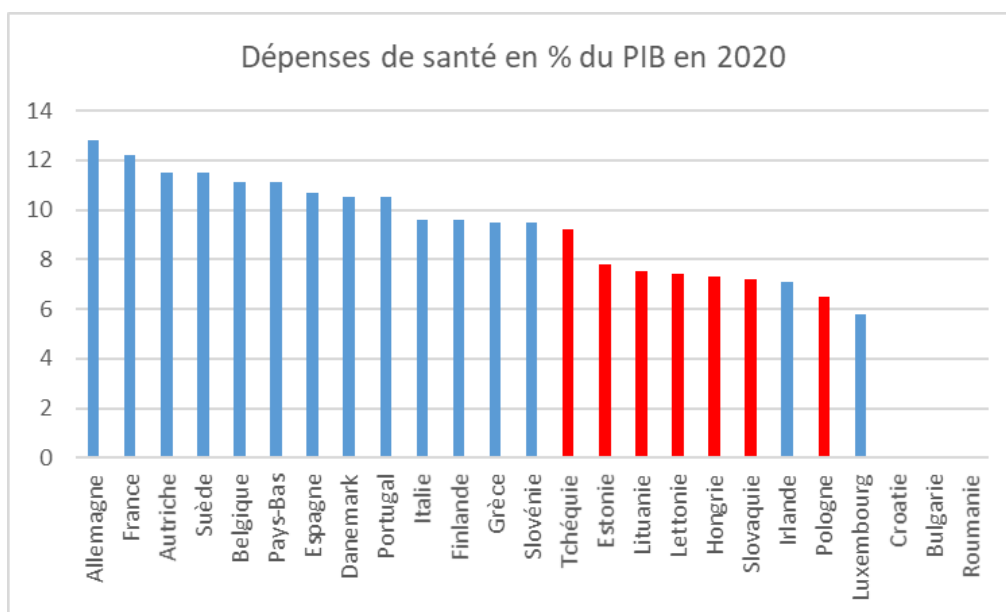


Source : Eurostat, SER de Varsovie

En outre, les pays d'ECB enregistrent des dépenses pharmaceutiques par habitant nettement plus faibles que dans le reste de l'UE. Les dépenses pharmaceutiques annuelles par habitant s'élevaient en moyenne à 481 EUR dans l'UE en 2021. Or, tous les pays de la région ECB se trouvent en dessous cette moyenne. La Lituanie connaît le niveau de dépenses par habitant le plus élevé de la région (308 EUR), plaçant le pays à la 18^{ème} place européenne. A l'inverse, la Pologne se distingue avec le niveau de dépenses le plus faible de toute l'UE, à 187 EUR dépensés en moyenne par habitant pour des produits pharmaceutiques en 2021.

Ce phénomène peut être relié aux niveaux de revenus par habitant. En 2021, celui-ci était le plus élevé en Estonie (72% de la moyenne UE) et en Tchéquie (68%). A l'inverse, la Hongrie (49%) et la Pologne (46%) connaissaient les écarts de revenu les plus marqués, voir annexe 2.

Dépenses de santé par pays de l'UE en % du PIB

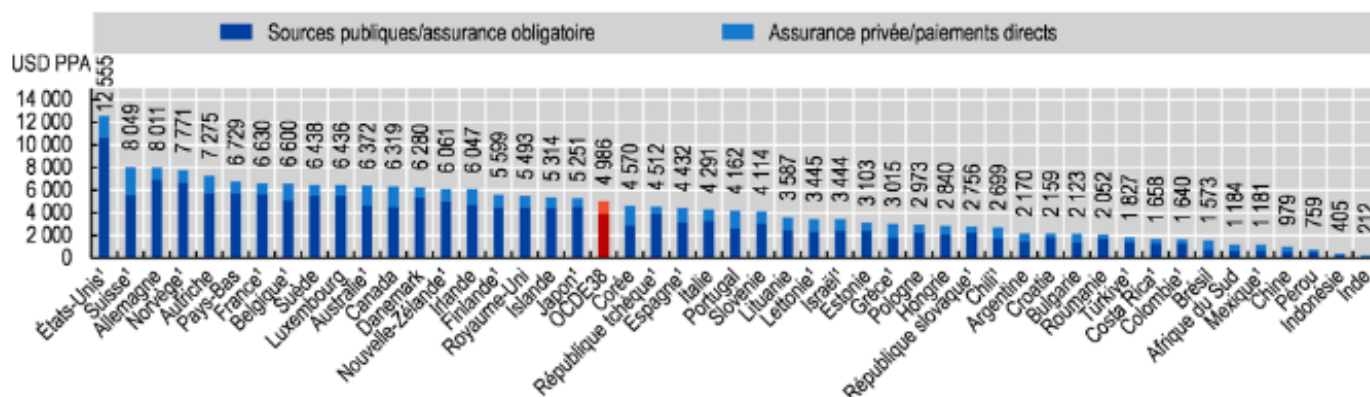


Source : EFPIA, SER de Varsovie. Données absentes pour la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie.

Cette tendance peut aussi s'expliquer par une moindre propension des pays de la région à consacrer leur revenu à des dépenses de santé. Exprimées en pourcentage de la richesse nationale, les dépenses de santé des pays d'ECB figurent parmi les plus faibles d'Europe. Selon les données disponibles, la Tchéquie consacrerait l'équivalent de 9% de son PIB en dépenses de santé, plaçant le pays au premier rang régional. A l'inverse, la Pologne confirme être en queue de peloton, avec seulement 6,5% de son PIB consacrés à des dépenses de santé.

2. Une faible prise en charge publique, qui oriente vers la recherche du moindre prix et les génériques

Dépenses de santé par pays OCDE en USD PPA, composantes publique vs. privée



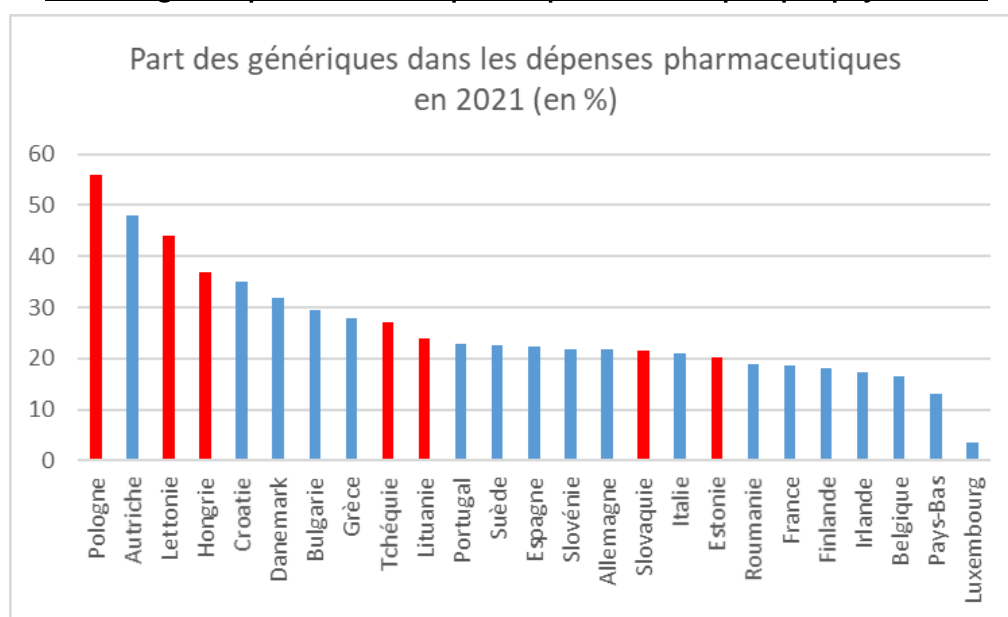
Source : OCDE, année 2022 ou la plus proche.

Selon l'OCDE, l'écart des dépenses de santé par pays en proportion du PIB trouve surtout son origine dans l'écart entre les dépenses issues de sources publiques et assurances obligatoires, plutôt que dans l'écart entre les dépenses issues de sources privées et paiements directs.

Les marchés pharmaceutiques en ECB sont marqués par des politiques restrictives de fixation du prix des médicaments remboursés. Plusieurs pays de la région recourent à un système de référencement utilisant la moyenne des trois prix les plus bas observés dans l'UE pour déterminer le prix local du même médicament remboursé. En Pologne, le prix du médicament remboursé est calculé à partir du prix d'usine auquel s'ajoute une marge dégressive pour la vente de gros et de détail. En Tchéquie, les autorités sont chargées de réglementer strictement le coût de production et la marge possible des distributeurs. **De ce fait, la Tchéquie connaît régulièrement des pénuries de médicaments** suite au refus du régulateur d'autoriser des hausses du prix-producteur, y compris pour refléter l'inflation, ce qui s'avère particulièrement critique en raison de l'inflation énergétique observée depuis 2021. Face à ces restrictions, les producteurs tchèques préfèrent parfois exporter leur production vers les marchés voisins plus lucratifs et alimentent ainsi les pénuries éventuelles. Conséquence de ces systèmes, sur 9 500 médicaments présents sur le marché tchèque, environ 3 600 ont un prix inférieur à 6 EUR en 2023. En Pologne, le prix moyen du médicament vendu en pharmacie était inférieur à 7 EUR à l'automne 2023.

Les systèmes de remboursement des médicaments de certains pays de la région, bien que différents, visent également à limiter leur coût. En Pologne, le Ministère de la Santé ne cache pas que la modification régulière de la liste des médicaments bénéficiant du remboursement le plus élevé vise à maintenir un « haut niveau de compétitivité » et à recourir à des substituts moins onéreux chaque fois que possible. Les laboratoires locaux confirment la difficulté des négociations pour obtenir l'inclusion ou le maintien de leurs produits sur cette liste face à des autorités déterminées à établir le prix le plus bas possible en échange du remboursement public. En Slovaquie, le remboursement maximal s'applique sur le médicament le moins cher au sein d'un groupe de médicaments ayant les mêmes caractéristiques. S'il en désire un autre, le patient paie la différence entre le prix le moins cher et le prix du médicament retenu. En Lettonie, la procédure de prescription médicale vise également à favoriser les produits les moins coûteux : suite à la prescription d'une molécule par le médecin, le pharmacien délivre le médicament remboursé le moins cher ; si un médicament plus cher est retenu, la différence est à la charge du patient. Les prix observés en Lettonie et Estonie apparaissent relativement plus élevés que dans les marchés voisins, notamment en raison de la concentration du marché de gros. Enfin, en Hongrie, outre les règles de remboursement progressif, les laboratoires font face à des règles fiscales contraignantes : chaque médicament est taxé de 20 à 28% sur sa partie remboursée.

Part des génériques dans les dépenses pharmaceutiques par pays de l'UE

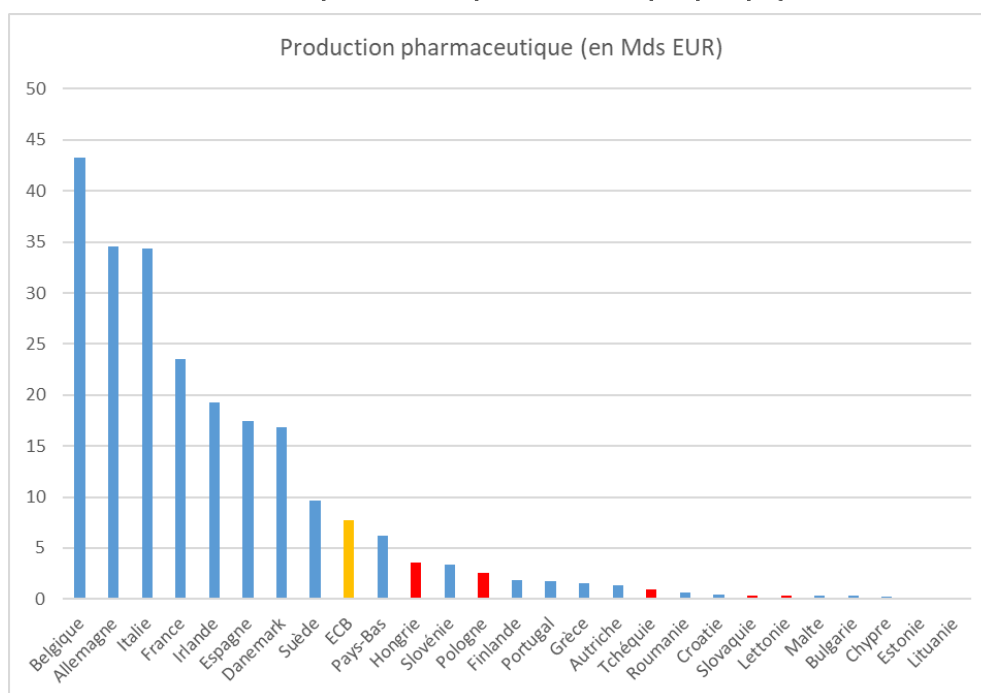


Source : EFPIA, SER de Varsovie

Conséquence de ces systèmes de remboursement, les pays d'ECB se distinguent par l'importance de leur consommation de génériques. La Pologne s'affirme ainsi en 2021 comme le pays de l'UE qui consomme proportionnellement le plus de génériques, ces derniers concentrant pas moins de 55% des dépenses pharmaceutiques polonaises. La Lettonie (44%) et la Hongrie (37%) connaissent également un niveau élevé de consommation de génériques. A l'inverse, l'Estonie est le pays de la région qui consomme le moins de génériques (20%).

3. Une production modeste à l'échelle européenne, principalement tirée par les laboratoires étrangers

Estimation de la production pharmaceutique par pays de l'UE

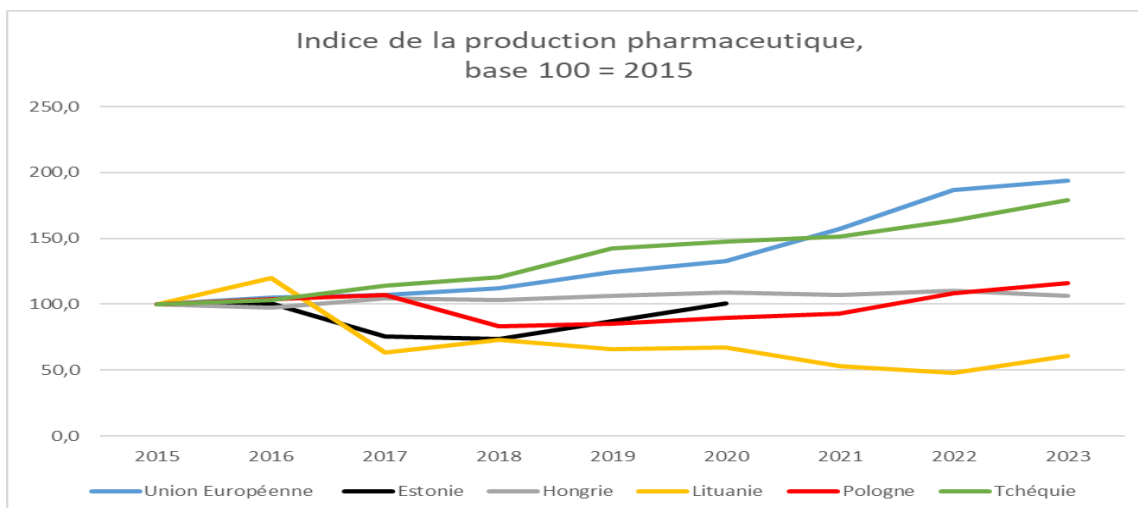


Sources : EFPIA, SER de Varsovie. Note : Absence de données disponibles pour l'Estonie et la Lituanie.

Dans ces marchés étroits dominés par les médicaments génériques, la production pharmaceutique apparaît comme particulièrement modeste à l'échelle européenne. Selon les estimations de l'EFPIA, la production agrégée de la région est inférieure à 8 Mds EUR, soit moins de 4% de la production pharmaceutique européenne, faisant de la région virtuellement le 9^{ème} producteur de l'UE. A titre de comparaison, la seule Pologne réalisait en 2022 plus de 6% de toute la production manufacturière de l'UE et s'y classait comme le 5^{ème} producteur industriel.

10^{ème} à l'échelle européenne, la Hongrie s'affirme comme le 1^{er} producteur pharmaceutique de la région avec une production estimée par l'EFPIA à 3,6 Mds EUR en 2021 (soit 1,6% de la production européenne et près de la moitié de la production régionale). La Pologne occupe la 2^{ème} place régionale (12^{ème} au sein de l'UE) avec une production estimée à 2,5 Mds EUR (1,1% de la production UE). Les autres pays de la région comptent chacun pour moins de 1% de la production européenne.

Evolution de la production pharmaceutique dans les pays d'Europe centrale et balte

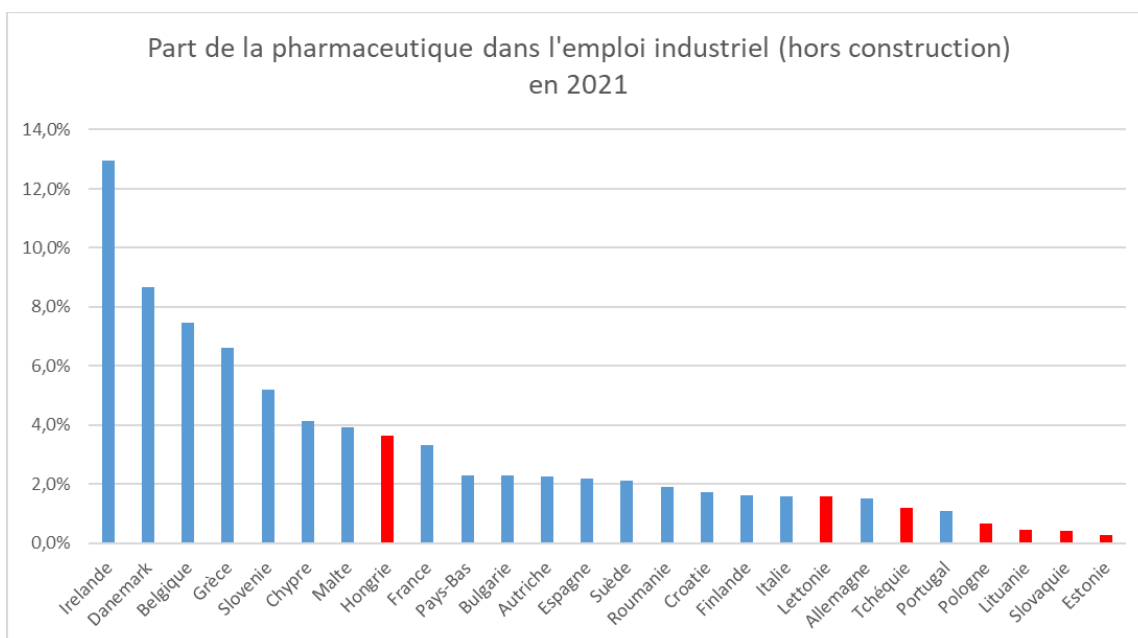


Source : Eurostat, SER de Varsovie, Note : Absence de données disponibles pour la Lettonie et la Slovaquie. Absence de données pour l'Estonie après 2020.

Le niveau de la production pharmaceutique en ECB a globalement stagné, voire diminué, depuis 2015. Leader régional, le secteur pharmaceutique hongrois ne produit que 7% de plus qu'en 2015. Plus inquiétant, la production lituanienne semble avoir diminué de près de moitié en 10 ans. Seule la Tchéquie connaît une dynamique positive (+80% par rapport au niveau de production de 2015), proche de la dynamique observée dans l'UE (+90% en 2023).

Confirmant son statut de leader régional, la Hongrie est le pays de la région où la part de la pharmacie dans l'emploi industriel est la plus élevée (3,6% des salariés du secteur secondaire, hors secteur de la construction, travaillent dans la production pharmaceutique). A l'inverse, la part de la pharmaceutique dans l'emploi industriel dans les autres pays de la région est parmi les plus faibles d'Europe, confirmant ainsi la faiblesse du secteur dans les économies d'ECB.

Part de la pharmacie dans l'emploi industriel par pays de l'UE



Source : EFPIA, Eurostat, SER de Varsovie

Les laboratoires pharmaceutiques locaux sont aujourd'hui principalement des génériqueurs, héritiers des laboratoires créés au début du XXème ou sous les régimes communistes de la région. Principale entreprise pharmaceutique du pays et de la région, **le laboratoire hongrois Gedeon Richter** a été fondé au début du XXème siècle. Son capital est encore en partie détenu par l'Etat hongrois. Son chiffre d'affaires est estimé à plus de 2 Mds EUR en 2022 (dont 1,5 Md réalisé en Hongrie) et le groupe emploie plus de 13 000 personnes (dont 6 000 en Hongrie). Il

produit des médicaments sous ses propres brevets ainsi que de nombreux génériques. Acteur majeur de la production ainsi que de la recherche pharmaceutique dans la région, il y détient des filiales dans différents pays dont un important site de production en Pologne.

Autre grand laboratoire local, **l'entreprise polonaise Polpharma est l'héritière des laboratoires de Starogard Gdanski** principalement développés durant la période communiste. Le groupe emploie aujourd'hui plus de 7 000 personnes (dont 4 000 en Pologne) et a réalisé près de 1 Md EUR de chiffre d'affaires en 2021. Bien qu'actif dans la recherche-développement de principes actifs (API), le groupe réalise principalement des médicaments génériques et des produits destinés à la vente sans ordonnance.

Bien que méconnus, plusieurs laboratoires baltes sont aujourd'hui d'importants acteurs régionaux. Ainsi que les groupes letton **Grindeks** et Olainfarm sont aujourd'hui présents dans la plupart des pays d'ECB ainsi qu'en Asie centrale. Le laboratoire lituanien **Sanitas**, créé dans les années 1920, exerce une activité de façonnier et de génériqueur ; il compte des filiales de production ou de distribution dans la plupart des pays d'ECB.

En Slovaquie l'entreprise **Saneca**, aujourd'hui en difficulté, est l'héritière de l'important laboratoire Slovakofarma. L'autre acteur local d'importance est HBM Pharma, aujourd'hui détenu par le groupe lituanien Sanitas mais dont la production repose sur un partenariat avec le letton Grindeks. Enfin, le laboratoire **Zentiva**, acteur historique de la pharmacie tchèque et leader local de la production de génériques, est aujourd'hui détenu par un fond américain.

Parallèlement, de nombreux laboratoires étrangers, dont plusieurs français, ont investi dans la région, où ils réalisent une importante production principalement destinée à l'export. A titre d'exemple, 87% des laboratoires tchèques sont détenus par des entreprises non-européennes et plus de 80% de la production pharmaceutique tchèque est exportée.

Grand acteur de la pharmacie régionale, le laboratoire israélien **Teva** compte des sites de production en Hongrie (2 000 salariés), en Tchéquie (1 700 employés) ainsi qu'en Pologne (près de 1 500 employés). Selon les données disponibles, Teva exporterait près de 65% de sa production polonaise et 80% de sa production tchèque.

Parmi les laboratoires étrangers produisant dans la région on peut citer en Pologne les laboratoires américains **GSK** et **USP**, produisant majoritairement des génériques. Le groupe suisse **Novartis** produit en Tchéquie (1 400 employés pour la production de génériques et de principes actifs) ainsi qu'en Pologne (500 employés pour la production de génériques).

Les investissements français sont principalement portés par Sanofi et Servier, bien établis en Europe centrale. 2^{ème} acteur du marché hongrois derrière Gedeon Richter, le groupe **Sanofi-Aventis** a réalisé en 2022 plus de 1 Md EUR de chiffre d'affaires dans le pays et y emploie 2 000 personnes sur 4 sites de production (85% de sa production hongroise est exportée). Le groupe Sanofi est également présent en Hongrie par le biais de sa filiale Chinoin (rachat de ce laboratoire hongrois) et EuroAPI (société spécialisée dans les principes actifs dans laquelle Sanofi détient aujourd'hui une part minoritaire). Par ailleurs, Sanofi compte un site de production dans le sud de la Pologne employant près de 300 personnes et produisant 60 M de boîtes de médicaments par an. En Tchéquie, Sanofi détenait jusqu'en 2018 le laboratoire Zentiva, leader de la production de génériques dans le pays. En Slovaquie, Sanofi possédait entre 2009 et 2013 le principal laboratoire slovaque Saneca.

Autre grande figure de la pharmacie française dans la région, le groupe **Servier** est présent en Hongrie par le biais de sa filiale Egis où il produit ses médicaments sous brevet et des génériques (plus de 3 000 salariés, 0,5 Md EUR de chiffre d'affaires en 2022). Servier est également présent en Pologne où il emploie 800 personnes dont 340 dans son usine de Varsovie (Anpharm) ; il y produit 50 M de boîtes par an, dont la moitié est exportée. Enfin, le leader français du façonnage pharmaceutique **Delpharm** a acquis en 2021 un site de production à Poznan où il emploie plus de 800 personnes.

A ce tableau s'ajoute une myriade de distributeurs des principaux laboratoires occidentaux (Phoenix, Bayer, Johnson&Johnson, Roche, Pfizer, Abbvie, IPSEN, Boiron, Pierre Fabre etc.) présents en ECB. A l'échelle régionale, la Pologne se distingue par la présence de nombreux centres de recherche ou de services à vocation régionale, issus de ces mêmes grands laboratoires étrangers.

Solde commercial sur les produits pharmaceutiques par pays de la région en 2021

Pays	Millions d'EUR
Estonie	-565
Hongrie	1050
Lettonie	-212
Lituanie	-450
Pologne	-4213
Tchéquie	-2903
Slovaquie	-1736

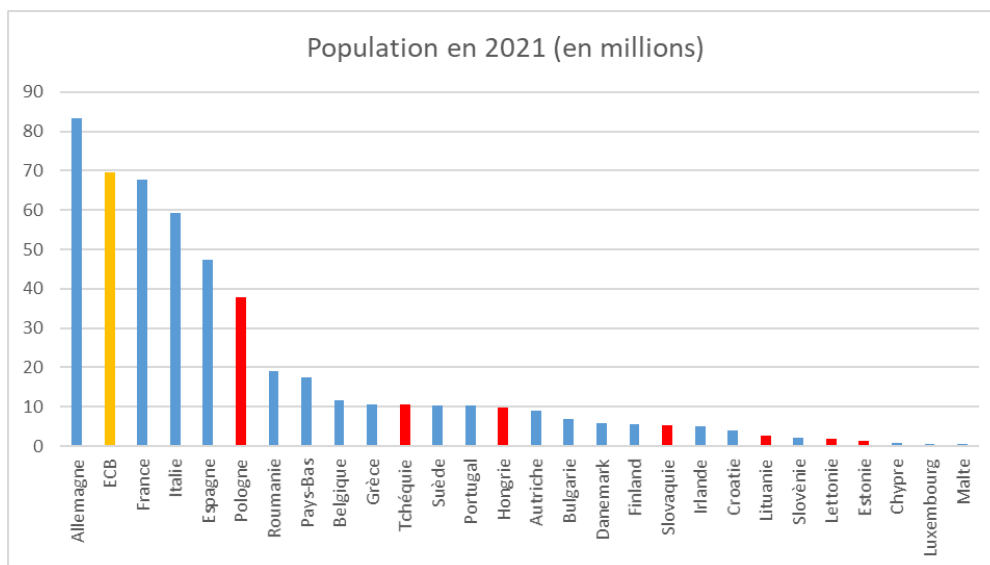
Source : EFPIA

Conséquence de la faiblesse de la production locale et en dépit de la stratégie d'export des laboratoires étrangers, **tous les pays de la région connaissent (à l'exception de la Hongrie) un déficit de leur balance commerciale sur les produits pharmaceutiques.**

Dans ce contexte, la France est un fournisseur majeur de produits pharmaceutiques. Ce résultat est principalement porté par les exportations françaises de médicaments destinés à la vente au détail. A l'inverse, les performances françaises sont plus mitigées sur le segment des produits immunologiques (dont les vaccins) sur lequel s'illustrent nos concurrents (Etats-Unis, Belgique, Irlande, Allemagne principalement) notamment depuis la pandémie de covid-19. La France est ainsi en 2022 le 2^{ème} fournisseur de produits pharmaceutiques de la Tchéquie ; 4^{ème} en Hongrie ; 5^{ème} en Pologne ; 5^{ème} en Slovaquie ; 8^{ème} en Lettonie ; 10^{ème} en Estonie.

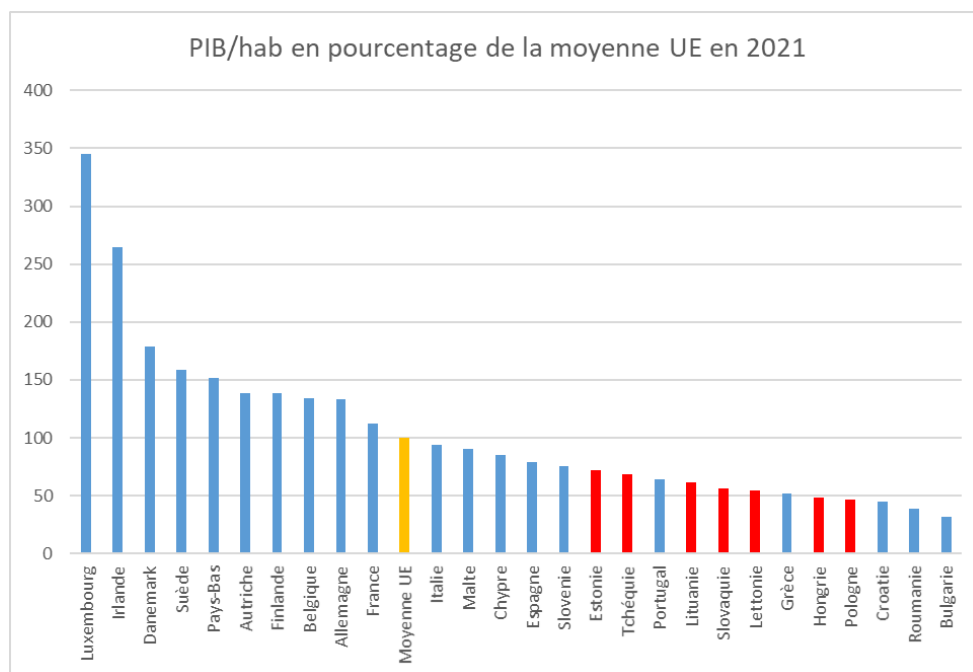
Annexes

Annexe 1 – Population des pays de l'UE en 2021 (en millions)



Source : Eurostat, SER de Varsovie

Annexe 2 – PIB par habitant des pays de l'UE exprimé en pourcentage de la moyenne UE.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr